

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUBERT & DUVAL ALLIAGES**

Aciérie des Ancizes  
BP 1  
63770 Les Ancizes-Comps

Références : 20260202-RAP-63-0065-Insp14012026-A&D-Ancizes  
Code AIOT : 0005600289

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection intervient suite à une plainte réceptionnée le 3 juillet 2025 concernant des nuisances sonores relatives aux dépoussiéreurs, aux cuves de gaz et au trafic des engins.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 Les Ancizes-Comps
- Code AIOT : 0005600289
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis plus de cent ans l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux

industries de pointes mettant en œuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Aubert & Duval a indiqué à l'Inspection des Installations Classées être conscient du non respect de ses niveaux sonores et de la difficulté à mettre en œuvre des actions suffisamment efficaces. Il souhaite que le dialogue avec le plaignant soit renoué. L'IIC propose à M. le Préfet d'informer le plaignant de la volonté d'Aubert & Duval de prendre contact avec lui.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.2.7	Sans objet
3	Suivi et interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Les contrôles réglementaires des niveaux sonores du site Aubert & Duval Les Ancizes ont été réalisés tous les 3 ans conformément à la réglementation applicable.**

**Les campagnes de mesure mettent en évidence des dépassements en limite de propriété pour la période nocturne uniquement et en zone à émergence réglementée pour la période jour et nuit. Le site d'Aubert & Duval Les Ancizes n'est pas conforme aux niveaux sonores réglementaires.**

**Dès 2020, l'exploitant a engagé l'élaboration d'un plan d'actions avec le bureau d'études Echo Acoustique dans l'objectif d'identifier les sources de bruit à l'origine des dépassements, de déterminer les gains requis pour permettre la conformité du site et de proposer des principes de solution. Il n'avait été engagée aucune action car d'autres sujets étaient prioritaires à l'époque.**

**Suite à l'implantation de nouvelles cuves de gaz et aux appels téléphoniques de riverains concernant des phénomènes de dégazage fréquents, Aubert & Duval a réalisé de nouvelles**

campagnes de mesure en novembre 2024, janvier - février 2025 et juillet 2025 sur deux points de mesure à proximité des installations de dépoussiérage et des cuves de gaz. En parallèle, des actions correctives ont été menées par Aubert & Duval et Air Liquide pour réduire les niveaux sonores et la fréquence des dégazages des cuves (silencieux, réglages, consignes). Elles ont permis de réduire les émissions sonores du site de - 30 dB(A) et - 20 dB(A) respectivement au niveau des cuves d'azote et des cuves d'argon. Toutefois ces gains ne permettent pas de respecter les niveaux sonores réglementaires.

Ainsi Aubert & Duval a engagé une nouvelle étude avec le bureau d'étude Echo Acoustique notamment pour la recherche de solutions de réduction du niveau sonore (réception prévisionnelle de l'étude pour fin mai 2026). En parallèle, des actions correctives sont à l'étude au niveau de la maintenance préventive des dépoussiéreurs et d'Air Liquide afin de réduire le niveau sonore et la fréquence de dégazage.

Un point régulier est prévu avec Aubert & Duval pour suivre l'avancement du sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de vérifier le respect des valeurs limites définies au chapitre 7.2 ci-avant, l'exploitant fait réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement par un organisme qualifié et indépendant. ... <b>Constats :</b>  Les derniers contrôles des niveaux sonores du site incluant des mesures en limite de propriété et en zone à émergence réglementée sont datés de : - 2025 : mesures réalisées du 30 juin au 1er juillet 2025 et du 12 au 13 août 2025, - 2022 : mesures réalisées entre le 12 et 13 septembre 2022, - 2019 : mesures réalisées entre le 28 et 30 octobre 2019. L'exploitant a également réalisé des contrôles complémentaires des niveaux sonores en novembre 2024, janvier - février 2025 et juillet 2025 axés sur les installations de cuves de gaz et de dépoussiérage.  L'ensemble des rapports ont été transmis à l'inspection : * Rapport de mesure - Proposition d'un plan d'actions pour la réduction des émissions sonores du site Aubert & Duval, Les Ancizes (63) - Version révisée n°C du 30/01/2020 ; * Rapport de mesure des émissions sonores relatives aux opérations de dégazage des cuves de gaz par la société Echo Acoustique daté du 2 décembre 2024 (mesures du 7 au 12 novembre 2024) ; * Rapport de mesure des émissions sonores relatives aux opérations de dégazage des cuves de gaz par la société Echo Acoustique daté du 13 février 2025 après travaux (mesures du 22 janvier et 4 février 2025). * Contrôle périodique des émissions sonores générées dans l'environnement - Suivi 2025 par la société Echo Acoustique daté du 11 septembre 2025 (mesures du 30 juin au 1er juillet 2025 en limite de propriété + qualification du bruit ambiant et mesures du 12 au 13 août 2025 en zones à émergence réglementée) ; * Rapport de mesure des émissions sonores relatives aux opérations de dégazage des cuves de gaz

par la société Echo Acoustique daté du 19 septembre 2025 (mesure du 22 juillet et le 11 août 2025).

**L'établissement respecte la présente prescription de contrôler ses émissions sonores selon la fréquence prévue de 3 ans.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Niveaux acoustiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émergences et niveaux sonores de bruit

### Prescription contrôlée :

#### Article 7.2.1

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergences réglementées :

Niveau sonore ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 7.2.2

Les niveaux sonores de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	LIMITE DE BRUIT Période de jour allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	LIMITE DE BRUIT Période de jour allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

### Constats :

Les rapports de contrôle de 2019, 2022 et 2025 portent sur les niveaux sonores du site en limite de propriété et en zone à émergence réglementée (ZER).

Les résultats de ces contrôles sont synthétisés dans le tableau suivant.

A noter que le point B correspond au point de mesure le plus proche de la maison du plaignant.

Année du contrôle	Constat période jour (7h à 22h)	Constat période nuit (7h à 22h) + dimanches et jours fériés
-------------------	---------------------------------	---

2019	<u>En limite de propriété</u> : Conforme aux points B, F et G. <u>En zone ZER</u> :Dépassement de 7,5 dB(A) au point A, 21 dB(A) au point B et 0,5 dB(A) au point D ; Conforme aux points C et E.	<u>En limite de propriété</u> :Dépassement de 5 dB(A) au point B ; Conforme aux points F et G. <u>En zone ZER</u> :Dépassement de 8,0 dB(A) au point A, 23 dB(A) au point B, 1,5 dB(A) au point C et 5,5 dB(A) au point D ; Conforme au point E.
2022	<u>En limite de propriété</u> : Conforme aux points B, F et G. <u>En zone ZER</u> :Dépassement de 6,5 dB(A) au point A et 18,5 dB(A) au point B ; Conforme aux points C, D et E.	<u>En limite de propriété</u> : Conforme aux points B, F et G. <u>En zone ZER</u> :Dépassement de 4,5 dB(A) au point A, 14 dB(A) au point B, 2,5 dB(A) au point C et 4,5 dB(A) au point D ; Conforme au point E.
2025	<u>En limite de propriété</u> : Conforme aux points B, F et G.  <u>En zone ZER</u> :Dépassement de 10,5 dB(A) au point A et 11 dB(A) au point B ;  Conforme aux points C, D et E.	<u>En limite de propriété</u> : dépassement de 1,5 dB(A) au point B ;  Conforme aux points F et G.  <u>En zone ZER</u> : Dépassement de 10 dB(A) au point A, de 15 dB(A) au point B, de 7,5 dB(A) au point C, de 5,5 dB(A) au point D et de 3 dB(A) au point E.

**Depuis 2019, l'IIC constate des dépassements des niveaux sonores en limite de propriété sur la période nocturne uniquement et des dépassements des niveaux admissibles en ZER de jour et de nuit.**

Dès 2020, l'exploitant a engagé l'élaboration d'un plan d'actions avec Echo Acoustique dans l'objectif d'identifier les sources de bruit à l'origine des dépassements, de déterminer les gains requis pour permettre la conformité du site et de proposer des principes de solution. Cf. Rapport de mesure - Proposition d'un plan d'actions pour la réduction des émissions sonores du site Aubert & Duval, Les Ancizes (63) - Version révisée n°C du 30/01/2020. Ce rapport souligne que le niveau de bruit résiduel autour de l'usine est très faible, rendant les objectifs de mise en conformité très contraignants et les solutions de réduction des émissions sonores complexes à mettre en œuvre. Et pour certaines, leur faisabilité n'est pas assurée. A l'époque, aucune suite n'a été donnée car d'autres sujets étaient prioritaires pour l'établissement (conformité des rejets aqueux, pollution et évaluation des risques sanitaires).

**Pour 2026, l'établissement a engagé avec le bureau d'étude Echo Acoustique une nouvelle étude axée sur la conformité des niveaux sonores en ZER et en limite de propriété par la recherche de solutions de réduction du niveau sonore et en réalisant de nouvelles mesures de niveaux sonores à la fois chez les riverains et au droit des équipements les plus bruyants.**

**Le devis est attendu pour le 9 février 2026 et la remise du rapport final envisagée pour fin mai 2026. L'Inspection des Installations Classées doit être tenue informée régulièrement de l'avancement de cette étude.**

**D'autres actions correctives sont à l'étude qui sont détaillées dans le constat suivant.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<b>Aubert &amp; Duval doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées :</b> - <b>dès réception l'étude commandée au bureau d'étude Echo Acoustique et,</b> - <b>sous 6 mois le plan d'actions retenu pour la mise en conformité du site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Suivi et interprétation des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi et actions correctives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement et d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
<b>Constats :</b>  Les rapports de contrôles des niveaux sonores de 2019, 2022 et 2025 sont détaillés dans les précédents constats. L'Inspection des Installations Classées constate qu'Aubert & Duval a engagé en 2020 l'élaboration d'un plan d'actions avec Echo Acoustique dans l'objectif d'identifier les sources de bruit à l'origine des dépassements, de déterminer les gains requis pour permettre la conformité du site et de proposer des principes de solution. Il s'agissait d'une réponse aux premiers constats de non-conformité des niveaux sonores de 2019 qui n'a fait l'objet d'aucune suite à l'époque car d'autres sujets étaient prioritaires pour l'établissement (conformité des rejets aqueux, pollution et évaluation des risques sanitaires).  Aubert & Duval a réalisé des contrôles complémentaires des niveaux sonores en novembre 2024, janvier - février 2025 et juillet 2025 sur deux points de mesure à proximité des installations de dépolluissage et des cuves de gaz. Ces études de caractérisation des niveaux sonores ont été menées suite à des appels téléphoniques de riverains concernant des phénomènes de dégazage fréquents sur certaines cuves générant des émissions sonores élevées. Les investigations ont été menées par le bureau d'étude Echo Acoustique : - du 7 au 12 novembre 2024 où 7 dégazages ont été observés, - puis du 22 janvier et 4 février 2025 où 1 seul dégazage a été observé. - puis du 22 juillet et 11 août 2025 où 4 dégazages ont été observés pour les cuves d'oxygène, 12 pour l'argon et 26 pour l'azote. Le point n° 2 est celui le plus proche de la maison du plaignant.  Entre les deux premières campagnes de mesures, des actions correctives pour la réduction du bruit ont été menées par Air Liquide fin novembre 2024 avec : - la mise en place de silencieux en sortie des cuves (1 sortie par groupe de cuve oxygène-azote-argon, soit trois silencieux installés au total), - la réparation d'une micro-fuite, - le réglage des défauts conduisant à la correction des consignes de dégazage, - le rappel des consignes de dépotage aux chauffeurs d'Air Liquide afin de limiter les montées en

pression dans les cuves.

**Ainsi la campagne de janvier - février 2025 met en évidence une réduction des niveaux sonores par les actions mises en place. En effet, les silencieux mis en place ont permis de réduire les émissions sonores d'environ 9 dB(A) en limite de propriété du site et d'environ 7 dB(A) au plus près du voisinage.**

Suite à la plainte du 3 juillet 2025, le service maintenance d'Aubert & Duval a identifié des dégazages sur les cuves de stockage d'azote dans des fréquences anormales (toutes les 6 heures). Une nouvelle action a été engagée par Aubert & Duval auprès de la société Air Liquide qui est intervenue le 21 juillet 2025 sur site pour :

- la régulation du débit d'ouverture plus lente de la vanne de dégazage,
  - l'amélioration des propriétés du silencieux par la mise en place : d'une grille sur l'entrée du silencieux (type orifice calibré multi-trous) et de poral sur la sortie du silencieux ;
- toutefois ces mesures se sont finalisées début décembre 2025 pour les cuves d'oxygène. Cette intervention du 21 juillet 2025 n'a mis en évidence aucune défaillance. Les dégazages seraient liés à une erreur lors du dépotage qui aurait entraîné la montée en pression couplée à une faible consommation d'azote et des températures extérieures élevées.
- Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée en juillet et août 2025 dans le but de caractériser l'efficacité des actions d'Air Liquide et de caractériser le bruit lié au fonctionnement des dépoussiéreurs.

L'exploitant a précisé à l'Inspection des Installations Classées qu'aucune plainte orale ou écrite n'a été formulée entre mi-mars et début juillet 2025.

La campagne de juillet 2025 a mis en évidence les constats suivants :

- Niveaux sonores très élevés durant le dégazage des cuves d'oxygène : 98 dB(A) en limite de propriété et 82 dB(A) au plus proche des habitations. Attention niveaux sonores importants probablement par l'absence de travaux réalisés sur le système d'insonorisation des cuves d'oxygène (car travaux reportés en fin d'année 2025). Dégazages pour l'oxygène plus rares (4 fois sur la période de mesure).
- Émissions sonores mesurées lors des dégazages des cuves d'azote ou d'argon inférieures à celles des dégazages d'oxygène. Mais dégazages plus fréquents de jour et de nuit. Augmentation des émissions sonores de l'ordre de 10 dB(A) par rapport à l'ambiance sonore habituelle au plus proche des habitations pour les cuves d'azote, contre une augmentation de l'ordre de 4 dB(A) pour les dégazages des cuves d'argon.
- Résultats des campagnes de novembre 2024 et été 2025 pour identifier les gains obtenus pour les cuves d'azote :

Point de mesure	Niveaux sonores de la campagne novembre 2024	Niveaux sonores de la campagne été 2025	Observations
Face aux cuves - Témoin	101 et 108 dB(A)	80 et 85 dB(A)	Réduction des émissions sonores de l'ordre de 30 dB(A) observée lors des dégazages d'azote dû aux réglages et travaux d'Air Liquide
au plus proche des habitations - LP-ZER	78 et 85 dB(A)	55 et 61 dB(A)	

- Résultats des différentes campagnes de janvier - février 2025 et été 2025 pour identifier les gains obtenus pour les cuves d'argon :



Point de mesure	Niveaux sonores de la campagne janvier - février 2025	Niveaux sonores de la campagne été 2025	Observations
Face aux cuves - Témoin	94 dB(A)	73 et 76 dB(A)	Réduction des émissions sonores de l'ordre de 20 dB(A) observée lors des dégazages d'argon dû aux réglages et travaux d'Air Liquide
au plus proche des habitations - LP-ZER	74 dB(A)	52 et 56 dB(A)	

- Aucune comparaison n'a pu être réalisée avec les dégazages des cuves d'oxygène.

L'exploitant a réalisé les contrôles de ses niveaux sonores et fournit des rapports complets analysant et interprétant les résultats. Les actions correctives menées par Aubert & Duval et Air Liquide dans le cadre des dégazages intempestifs des cuves ont permis de réduire les émissions sonores du site. Toutefois, ces gains de - 30 dB(A) et - 20 dB(A) ne permettent pas encore de respecter les niveaux sonores réglementaires. Aubert & Duval va donc engager avec le bureau d'étude Echo Acoustique une nouvelle étude qui est détaillée au précédent constat.

**Aubert & Duval va également lancer la révision de la maintenance préventive pour les dépoussiéreurs.**

Il est à noter que les dépoussiéreurs étaient à l'arrêt lors de l'inspection du 14 janvier. L'exploitant précise que les dépoussiéreurs sont arrêtés tous les week-ends et que les principaux bruits liés à ces installations sont dus au décolmatage pneumatique et aux convoyeurs à chaîne de type Redler (qui engendrent des frottements de tôles). Aubert & Duval a envisagé de changer son processus de fabrication par une nouvelle technologie mais compte tenu du coût associé (dizaines de milliers d'euros), cette solution n'est pas d'actualité à ce jour.

Lors de la visite d'inspection, des dégazages ont été réalisés par Air Liquide en présence de l'inspectrice et d'Aubert & Duval afin d'évaluer les nuisances engendrées. Les essais ont été faits comme en configuration week-end (à savoir sans dépoussiéreur et avec un bruit de fond calme). L'Inspection des Installations Classées a constaté que le dégazage issu des cuves d'argon et d'azote émet un son sourd et supportable (cuves les plus éloignées des maisons et disposant de silencieux plus long). Alors que le dégazage de la cuve d'oxygène a un son plus aigu et jugé gênant (cuve la plus proche des maisons et disposant d'un silencieux plus petit que les autres cuves). **La société Air Liquide va travailler sur les installations afin de réduire le bruit et la fréquence de dégazage. Il va notamment étudier la possibilité d'allonger la longueur du silencieux des cuves d'oxygène car il est plus petit que ceux installés pour les cuves d'azote et d'argon).** Il faut également prendre en compte que l'oxygène avec ces propriétés comburantes impose de travailler avec certains matériaux contrairement aux autres gaz.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Exploitation des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Objectifs généraux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

**Constats :**

Les travaux réalisés en 2025 par Aubert & Duval ont engendré un trafic de véhicules plus important lié à la construction du bassin de stockage et de restitution (BSR) nécessaire pour le respect des exigences réglementaires en matière de rejets aqueux. Les travaux ont concerné :

- l'étude géotechnique : véhicule léger et remorque avec foreuse,
- le déboisement pour le BSR :

\* pour la coupe : amené et repli de 2 engins (durée de chantier 3 jours sans passage de véhicule durant ces journées),

\* 16 juin : broyage en copeaux des arbres coupés : rotation de bennes sur la journée entre 8h30 et 15h.

L'Inspection des Installations Classées confirme que cette augmentation du trafic a été limitée dans la durée.

Il est important de noter qu'Aubert & Duval va poursuivre des travaux pour la mise en conformité du site vis-à-vis de ses rejets aqueux :

- Excavation des terres sur une durée de 3 mois (au plus tôt à partir de mi-avril) : estimation de 45000 m<sup>3</sup> à excaver, soit environ 80000 tonnes (en première approximation, cela pourrait représenter une soixantaine de camions par jour),
- Août 2026 : construction de l'ouvrage de régulation qui nécessitera assez peu de transport,
- Septembre 2026 - avril 2027 : phase de génie civil du BSR avec l'amenée de toupie béton toute la journée.

Aubert & Duval a indiqué que les travaux seront réalisés sur des plages horaires ouvrés de 7h à 18h et hors week-end.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection des Installations Classées demande à Aubert & Duval de rédiger un plan et des consignes de circulation pour l'encadrement des travaux à venir. Ces informations devront être transmises aux prestataires en charge des travaux et au correspondant SPS en charge du suivi des travaux.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois